

L'Europe contourne le bourbier albanais

Les Quinze envoient une mission, mais écartent l'idée d'une intervention militaire.

L'ex-Premier ministre bulgare sera jugé

Ivan Videnov sera traduit en justice pour «*passivité criminelle*» ayant provoqué la grave pénurie de pain actuelle, a annoncé hier le ministre de l'Intérieur. L'ex-Premier ministre et son conseiller Krassimir Radovskî, personnellement impliqués dans les exportations de céréales qui ont causé la pénurie, se sont vu interdire de quitter le pays.

Clandestins naufragés en Méditerranée

Les corps de 8 immigrés clandestins kurdes irakiens, dont 4 femmes, ont été découverts hier noyés après le naufrage d'un canot à bord duquel, en provenance des côtes turques, ils voulaient atteindre l'île grecque de Kastellorizon, a rapporté l'agence Anatolie sans préciser la date du naufrage. Dans la nuit de samedi à dimanche, plusieurs immigrés kurdes irakiens étaient morts dans un naufrage au large de l'île de Rhodes.

Allemagne: hommage aux Tziganes

Le président allemand Roman Herzog a rendu hommage hier aux Tziganes et aux Roms, victimes des nazis, en inaugurant un centre de documentation et de culture tzigane et rom à Heidelberg. Les Tziganes et les Roms allemands «*enrichissent ce pays avec leur culture spécifiques*», a déclaré Roman Herzog.

43 islamistes tués dans l'Ouest algérien

43 islamistes armés, composant le groupe de l'émir Kada Benchiha, ont été tués samedi par les forces de sécurité dans la région de Relizane (ouest), a rapporté hier le quotidien algérien *le Soir*. Kada Benchiha, un dissident des Groupes islamiques armés (GIA), a été tué pour mort à plusieurs reprises par la presse.

Elections au Salvador

Les Salvadoriens ont voté hier pour désigner leurs maires et députés. Les ex-guérilleros du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), qui s'est transformé en parti en 1992 après la signature de la paix qui mit fin à douze années de guerre civile, partait favori des sondages avec quelque 32% des intentions de vote contre 27% à l'Alliance républicaine nationaliste (Arena, droite) au pouvoir.

Manifestation en Biélorussie

Environ 20 000 manifestants ont défilé samedi à Minsk, en scandant des slogans hostiles au président Alexandre Loukachenko. Le défilé, à l'appel des principaux partis de l'opposition, était destiné à marquer le «*jour de la Constitution*» indépendantiste de 1994. L'opposition refuse de reconnaître la nouvelle Constitution qui clarifie les pouvoirs du président.

L'Union européenne, divisée, s'est contentée hier d'une position minimaliste en réponse à l'appel à l'aide lancé par l'Albanie. Elle a décidé d'envoyer une mission à Tirana pour évaluer les besoins d'aide humanitaire et financière, et n'a fait qu'effleurer l'idée d'une force de police. La demande d'intervention militaire lancée jeudi par le gouvernement albanais a, sans surprise, été écartée par les Quinze, après avoir été rejetée par l'Otan et l'Union de l'Europe occidentale. La France, l'Italie et la Grèce s'étaient repliées sur la proposition d'envoyer une force de police pour assurer la protection de la mission, et d'un éventuel administrateur de l'UE, et «*sécuriser*» l'aéroport, les ambassades et les lieux du pouvoir. Mais l'opposition de nombreux pays, dont l'Allemagne et le Royaume-Uni, a eu raison de cette idée. «*Nous ne pouvons pas nous engager dans une aventure*», a résumé le ministre allemand, Klaus Kinkel.

Une mission dirigée par le diplomate néerlandais Jan d'Ansembourg partira donc évaluer les besoins des Albanais. «*L'UE est fermement déterminée à aider l'Albanie à restaurer ses structures civiles, la loi et l'ordre*», peut-on lire dans la déclaration des Quinze. Ils notent aussi une «*disponibilité parmi les Etats membres pour envoyer une mission d'assistance civile ainsi que dans les domaines de la police et de l'armée*», en consultation avec



Sur la plage de Golame, hier, les soldats américains qui évacuent les étrangers empêchent les Albanais de monter dans les hélicoptères.

le ONU, et «*les besoins d'une mission de protection*» seront étudiés. Les Quinze ont unanimement rejeté le parallèle avec l'ex-Yougoslavie: «*Ce n'est pas la guerre, c'est l'anarchie*», a souligné Klaus Kinkel.

À Tirana, le président Sali Berisha a fait un nouveau geste de conciliation en amnistiant Fatos Nano, le leader socialiste, condamné à onze

ans de prison en 1993 pour détournement d'une aide de l'Italie. Et, sans attendre, le gouvernement a commencé à reprendre la situation en main en mobilisant des civils pour aider au rétablissement de l'ordre. Plus d'un millier d'anciens officiers se sont présentés au ministère de la Défense pour s'enrôler dans

une armée en totale déliquescence. Hier, journée de deuil national, environ 3 000 personnes ont manifesté à Tirana à la mémoire des victimes des violences, qui ont fait au moins 75 morts et plus de 600 blessés depuis le 28 février. La situation est plus tendue en province. À Korça, au sud-est, quatre nouveaux habitants ont été tués par balles malgré un progressif retour au calme

dans cette ville depuis la réapparition de policiers en uniforme. À Saranda, des hommes armés se sont emparés d'un bateau albanais assurant une liaison avec les ports grecs proches. Des milliers d'autres civils étaient à la recherche d'une embarcation dans le port de Durrës. Selon certaines estimations, au moins 4 500 Albanais sont arrivés depuis jeudi sur les côtes italiennes. (D'après AFP, Reuter)

Comment sortir le pays des Aigles du chaos

Trois questions clés pour éloigner le spectre d'une guerre civile.

Tirana envoie spécial

Sali Berisha doit-il démissionner?

Malgré les pressions de l'administration américaine estimant que le départ du président albanais pourrait «*contribuer à résoudre la crise*», Sali Berisha a une nouvelle fois exclu samedi d'abandonner son mandat avant les élections anticipées prévues pour juin. Il souligne être ainsi fidèle à l'accord négocié le 9 mars sous la houlette des Occidentaux avec l'ensemble des partis de l'opposition, dominée par les socialistes (ex-communistes), qui instaure un gouvernement de «*réconciliation nationale*» jusqu'aux législatives. Les représentants des 11 villes du Sud en révolte exigent néanmoins le départ immédiat du chef de l'Etat, réélu le 3 mars par un Parlement à la botte (le Parti démocratique compte 122 sièges sur 140) depuis les élections de 1996 marquées par de nombreuses irrégularités.

Aux yeux des «*rebelles*» et d'une majorité de la population, Berisha est le premier responsable de la crise par son autoritarisme et pour avoir couvert les pyramides financières véreuses, où un Albanais sur trois a perdu ses économies. L'opposition ne souhaite pas en revanche une démission précipitée du Président, qui risquerait d'aggraver le chaos. «*Berisha doit gérer la transition comme il y a six ans le communiste Ramiz Alia pour sortir de la dictature précédente*», souligne Andi Bushati, journaliste à l'hebdomadaire *Klan*. L'écrivain Prec Zogaj, d'Alliance démocratique (opposition), souligne aussi le «*dangerux précédent*» que représenterait une démission «*imposée par les armes et des pressions extérieures, et non par les élec-*

teurs dans un scrutin enifm libre et honnête». Sali Berisha a déjà annoncé qu'il jetterait l'éponge en cas de défaite électorale.

Comment récupérer les armes?

Au moins 150 000 armes, selon des estimations concédantes, auraient été prises dans les casernes, d'abord au sud du pays, puis au nord et dans la capitale. Tout le monde s'est servi, les adversaires de Berisha comme ses partisans, sans qu'il y ait eu besoin d'un «*complot*» des anciens de la Sigurimi (l'ex-police secrète communiste) ou des agents du Shik (police secrète de Berisha) pour ouvrir les portes des dépôts. L'Etat était en pleine déliquescence, et aucun officier ne voulait porter la responsabilité de faire tirer sur la foule. Le nouveau gouvernement de «*réconciliation*», présidé par le socialiste Bashkim Fino, tente en priorité de calmer les esprits et de rétablir un minimum d'ordre en agissant avec pragmatisme. Il a ainsi officiellement chargé de le Sud les comités de salut public des «*rebelles*», regroupant tous les partis, du maintien de l'ordre dans leur zone. Le salaire des policiers a été triplé, et les autorités ont lancé un appel à l'engagement de «*volontaires*», c'est-à-dire de gens qui s'étaient déjà par eux-mêmes emparés d'armes. «*Il s'agit d'attirer dans l'orbite de la légitimité étatique tous ces électrons libres*», résume un diplomate occidental qui ne croit guère à l'efficacité d'une force de police internationale.

Il y a dans l'opinion un réel sursaut patriotique et unitaire face au spectre de la guerre civile, et le gouvernement en joue. L'ucide sur la portée limitée des appels à

rendre les armes, il espère tout du moins que les Albanais les garderont chez eux au lieu de tirer dans les rues. Cet arsenal en goguette risque de créer de nombreux dérapages pendant la campagne électorale et surtout d'alimenter à terme une massive contrebande. Certains Européens pensent que la seule solution réaliste est de racheter ces armes au travers de primes, à 100 ou 200 dollars pièce. «*Et de les détruire aussitôt, car autrement cela risque de recommencer*», ironise un homme d'affaires et bon connaisseur du pays.

La crise albanaise peut-elle déstabiliser les pays voisins?

Beaucoup d'armes arriveront entre les mains des Albanais du Kosovo - 90% de la population de cette province du sud de la Serbie - et de Macédoine, où ils représentent un quart de la population notamment dans les régions limitrophes du «*pays des Aigles*». Mais, à court terme, une Albanie affaiblie, concentrée sur ses propres problèmes, représente plutôt un repoussoir. Cela marginalise les petits groupes radicaux qui dans ces deux pays misent sur le rêve de «*grande Albanie*» encouragés jusqu'ici par des franges du Parti démocratique de Berisha. Ce dernier avait récemment critiqué Ibrahim Rugova, le leader des Albanais du Kosovo pour sa trop grande modération face à Belgrade. Le nationalisme croissant du Président explique en partie l'acharnement des Américains à chasser du pouvoir l'homme qu'ils avaient jusque-là choyé. Mais le retour de manivelle peut être redoutable dans un pays à l'orgueil national à fleur de peau. (D'après AFP, Reuter)

MARC SEMO